

CONTRASTES ACTUELS DES UNIVERS LATINO-AMÉRICAINS

*par Plinio de Arruda Sampaio **

Si le sous-continent est globalement marqué par d'importantes régressions économiques et sociales, la fin des dictatures, les progrès de la démocratie et surtout l'évolution de la conscience des masses ouvrent l'avenir.

Pour qualifier les transformations de la situation économique, sociale et politique d'un pays ou d'un continent, on doit partir d'une date initiale. L'année 1980 est une date appropriée pour l'analyse des « grandes évolutions » de l'Amérique latine. Pendant ces vingt ans, en effet, le continent a expérimenté de grandes transformations positives – il a évolué – et de grandes transformations négatives : il a aussi « involué », c'est-à-dire régressé.

Régressions économiques et sociales

Dès les années 1920, et jusqu'en 1980, les économies les plus développées du continent – Brésil, Argentine, Mexique, Colombie, Chili – ont subi un important processus de transformation. Initialement exportatrices de denrées agricoles et de minéraux, elles se sont transformées en économies industrielles. Certaines d'entre elles ont même eu une performance remarquable (1). La crise du capitalisme des années 1970 et l'offensive néolibérale des années 1980 ont frappé mortellement ce processus. La croissance économique s'est arrêtée, des branches complètes de la production industrielle ont été éliminées et les industries les plus rentables ont été vendues au capital étranger. Stagnation, désindustrialisation et dénationalisation ont marqué la régression de l'économie brésilienne depuis 1980. Les études de la CEPAL (2) démontrent que le phénomène s'est reproduit, avec de petites variations, dans tous les pays du continent. Depuis 1997, l'évolution du PIB *per capita* a été négative (- 7%).

La conséquence inévitable de cette régression a été le chômage brutal (10,7 % en moyenne), un chômage qualitativement nouveau (3). Ce chômage, qui frappe si terriblement l'ouvrier urbain, frappe aussi le travailleur rural. Une modernisation technologique irrationnelle et irresponsable a réduit l'emploi et augmenté les coûts de production réglés en devises étrangères. Des milliers de petits producteurs ont abandonné l'agriculture et émigré dans les villes parce que les prix de vente de leurs produits ne couvraient plus les coûts (4). Les formes précaires de travail (5) et les activités illégales (6) se sont développées.

** Brésilien, consultant international sur les problèmes de développement rural et de réforme agraire.*

(1) Le Brésil, par exemple, a construit, de 1930 à 1980, une structure industrielle complète, comprenant toutes les branches de l'industrie : biens de consommation, biens de production intermédiaires et biens de base.

(2) Commission économique pour l'Amérique latine (ONU).

(3) Maintenant, quand un établissement industriel ou commercial licencie un ouvrier, son poste de travail est éliminé. Le travailleur est remplacé par un « robot ».

(4) Ils sont fixés par les monopoles qui contrôlent la commercialisation des engrais et les prix payés aux producteurs.

(5) Le travail des enfants, le travail à la journée, le travail des *posseiros*, ces paysans travaillant sur des terres qu'ils ont défrichées, mais sur lesquelles ils n'ont pas de droits juridiquement reconnus.

(6) Prostitution, tourisme sexuel, jeux de hasard, commerce de stupéfiants.

Les exportations ont augmenté, mais n'ont pas provoqué une augmentation du PIB à cause des politiques de stabilisation et d'ouverture commerciale désastreuses, qui sont responsables de la désintégration de beaucoup de filières productives, ainsi que des systèmes locaux d'innovation technologique. Ce besoin d'exporter, qui s'est accru avec le modèle néolibéral, a eu aussi un autre effet dramatique : la dévastation des forêts (7).

La régression sociale est la conséquence de la régression économique. La violence, urbaine et rurale, a augmenté exponentiellement (8). En certaines régions de la Bolivie, du Pérou et de la Colombie, la production et le commerce de drogue sont devenus des formes de subsistance pour les populations rurales. Dans les grandes villes, le transport et la vente au détail de stupéfiants constituent, actuellement, le seul moyen de vie pour des milliers de jeunes gens, de 10 à 18 ans, qui habitent les bidonvilles.

L'avalanche néolibérale a provoqué la privatisation des entreprises d'État. Elles ont été vendues aux capitaux privés nationaux et étrangers à des prix bradés, ce qui a donné lieu à une monstrueuse corruption (9). Un des effets les plus nocifs de la privatisation est l'élévation continue des tarifs des services publics privatisés ; un autre est l'augmentation de la dépendance des pays du continent envers le capitalisme international.

Des évolutions encourageantes

Ce tableau épouvantable doit être corrigé par les grandes évolutions survenues au cours des années 1980 et 1990. Les dictatures militaires ont été remplacées par des régimes démocratiques, ce qui a mis fin à la répression politique brutale qui avait emprisonné, exilé, torturé et assassiné des milliers de personnes (10). Aujourd'hui, la propagande politique, la formation de syndicats, les manifestations de masse se réalisent librement.

La répression s'exerce encore sur les paysans qui s'emparent de terres abandonnées par leurs propriétaires, sur les Indiens qui défendent leurs terres, sur les habitants des bidonvilles, victimes à la fois des gangs et de la police, sur les pauvres mis en prison, dont les aveux sont extorqués par la torture, illégale mais tolérée. Toutefois, l'embryon d'organisation démocratique est suffisant pour permettre la création d'une opinion publique. Au Brésil, par exemple, les Églises chrétiennes et les mouvements syndical et populaire ont réalisé, sous leurs seules responsabilités, un plébiscite informel au sujet de l'ALCA (11) : dix millions de personnes ont voté contre l'accord. Dans presque tous les pays du continent des manifestations populaires ont été organisées.

Un des fruits de ces efforts est le résultat surprenant de la conférence de l'OMC, à Cancun (Mexique), en septembre 2003.

(7) Selon le dernier rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les grandes entreprises forestières sont les principales responsables de la destruction de 470 000 km² de forêts originelles.

(8) Des villes comme Buenos Aires, autrefois très sûres, connaissent aujourd'hui le même destin que Sao Paulo, Rio de Janeiro, Mexico, Medellín...

(9) Le besoin de blanchir l'argent de la corruption est aujourd'hui une des causes de l'expansion de nombreuses activités illicites dans tous les pays du continent. L'impact de cette corruption a un effet dévastateur sur le moral de la population et peut expliquer l'apathie politique de la grande majorité.

(10) Quand on parle de démocratie en Amérique latine, on doit employer ce mot avec réserve : des sociétés qui acceptent l'exclusion économique, sociale et politique de la majeure partie des habitants du pays sont des « démocraties limitées ».

(11) Zone de libre échange des Amériques, un projet très nocif pour les économies latino-américaines, mais pour lequel les États-Unis exercent une forte pression.



Sous l'impulsion de l'Argentine et du Brésil, les délégués de pays sous-développés ont refusé la proposition nord-américaine sur le commerce extérieur. On peut voir, dans cet épisode, une évolution qui ouvre une nouvelle alternative de négociation pour les diplomates du Tiers Monde (12).

■ Le Venezuela a connu la victoire politique du peuple. Ce pays, 5ème producteur de pétrole au monde, a été gouverné pendant quarante ans par un système de deux partis (13), totalement oligarchique et soumis aux intérêts nord-américains. Les gouvernants ont dilapidé les revenus du pétrole et maintenu la majorité de la population dans la pauvreté. La réaction populaire est venue avec l'élection de Hugo Chávez, un leader typiquement populiste (14). Quand la droite vénézuélienne, avec l'appui des États-Unis, essaya un coup d'État et arrêta Chávez, à la surprise de tous, sans aucun mot d'ordre centralisé, les masses populaires de Caracas sont descendues des bidonvilles vers le centre de la ville et ont forcé la libération du président. Cette formidable évolution devrait bouleverser le paysage politique, bien au-delà du seul Venezuela. Certes, les réactionnaires vénézuéliens n'ont pas renoncé à leurs objectifs, mais le changement dans l'attitude des masses populaires signale la fin de leur subordination séculaire aux élites dirigeantes.

■ La Bolivie et l'Équateur ont vu l'irruption des masses populaires indiennes, majoritaires. Dans ces deux pays, par de grandes manifestations de masse, les Indiens ont réussi à destituer les présidents de la République. Ceux qui les ont remplacés n'ont malheureusement pas fait honneur à leurs engagements vis-à-vis des Indiens, mais ces trahisons n'annulent pas l'importance du changement d'attitude de la population indienne. Ces descendants des Incas, dominés depuis 500 ans, privés de leurs terres et de leurs richesses, ont découvert une force dans leur culture : une référence commune pour leur identité et la lutte pour leurs droits. Dorénavant, les leaders des pays des Andes seront obligés de négocier avec des leaders indiens de grande capacité politique.

■ Au Mexique, la défaite du PRI (15) ouvre la possibilité d'oxygéner la politique mexicaine et de faire justice à la population indienne. Sans la notable rébellion zapatiste du Chiapas, le PRI aurait probablement vu élire son candidat. La simple nouvelle de la rébellion a fait plonger la monnaie mexicaine, dénonçant ainsi le mensonge du succès du modèle néolibéral et la formidable corruption du PRI.

■ En Argentine, Gustavo Kirchner a imposé une terrible défaite à la droite argentine et au péroniste Carlos Menen. Ce résultat n'aurait pas été possible si les masses des bidonvilles de Buenos Aires n'avaient envahi les rues et places du centre ville, en hurlant : « *que se vayan todos* » (16)

(12) C'est la première fois dans l'histoire des forums internationaux que les pays sous-développés osent s'unir et résister aux pressions divisionnistes des pays développés.

(13) UAD (Action démocratique) et COPEI (nom du Parti démocrate chrétien du Venezuela).

(14) Militaire, il commanda en 1992 une tentative de coup d'État. Il s'adresse directement aux masses populaires, à la manière paternaliste des anciens *caudillos* comme Perón et Vargas. Il n'est pas encadré par des structures partisans solides et l'on pensait que c'était là son « talon d'Achille » : l'incapacité des masses populaires à le soutenir aux moments de crise du système.

(15) Le Parti Révolutionnaire Institutionnel a gouverné le pays pendant 70 ans. Issu de la révolution mexicaine, il était devenu une machine politique corrompue et violente.

(16) « Que tous les politiques soient expulsés de leurs postes ! » En fait, elles ont transformé le centre de Buenos Aires en une sorte de « Paris de la Terre », quoique sans guillotine, épouvantant les classes moyennes, qui ont décidé d'abandonner les politiciens traditionnels et de voter pour un candidat inconnu, mais qui parlait un langage accessible au peuple.



■ Au Brésil, la grande évolution politique fut l'élection de Lula, une victoire populaire incontestable. Cependant, à ce jour, la pré-occupation de ses électeurs est grande. Il n'a réalisé aucune de ses promesses de campagne. Inversement, il a prolongé la désastreuse politique néolibérale du président Cardoso : récession économique, chômage terrible, réduction des droits des retraités, détérioration de l'infrastructure et des services publics. La crise interne qui déchire depuis quelques années le Parti des travailleurs (PT), seul vrai soutien du gouvernement Lula, s'est aggravée (17).

Pendant la campagne électorale, Lula s'est engagé à faire honneur aux contrats signés par le président Cardoso. Ce fut un piège qui l'a plongé dans la position d'otage de cette nouvelle arme du colonialisme : le marché financier international. La dette externe étouffe l'économie brésilienne. Toutefois, cela ne retire rien à l'importance de l'élection de Lula, car ce qui importe, à long terme, est le fait que les masses populaires, pour la première fois au Brésil, ont battu l'élite dirigeante. Elles ont appris le chemin. Si elles ont perdu cette fois, elles peuvent vaincre demain.

Vingt années d'évolution culturelle

Sur le plan culturel, les vingt dernières années ont connu une vraie évolution avec la croissance de la conscience humaniste, universaliste et écologique des populations latino-américaines. Dans tous les pays du continent pullulent les Commissions des droits humains, de Justice et paix, de Protection des enfants, de revendication des droits des citoyens. Les organisations écologiques mènent un combat permanent contre les attaques du capital à l'égard de l'équilibre écologique.

À côté de ces mouvements plutôt de classes moyennes, les mouvements populaires constituent l'évolution peut-être la plus importante observée en Amérique latine aux cours des deux derniers siècles. Aujourd'hui, dans tous les pays latino-américains, presque toutes les couches sociales sont organisées ou sont en train de s'organiser. Même les segments les plus marginalisés – ceux qui n'ont pas de place dans l'économie formelle – commencent à créer leurs propres organisations économiques, sociales et de pression politique. Les *barrios en pie* (« banlieues debout ») à Buenos Aires, les sans-logis à Rio de Janeiro et São Paulo, les cercles bolivariens à Caracas, les peuples de la forêt, les *cortadoras de castanhas*, le mouvement contre la privatisation des services d'approvisionnement d'eau en Bolivie, etc., sont tous des phénomènes récents. Ils manifestent une prise de conscience des droits des citoyens et de l'efficacité de la pression organisée par les masses populaires (18).

(17) Beaucoup de militants (parmi eux certains très en vue politiquement) ont déjà abandonné le parti. D'autres sont profondément insatisfaits. Les sympathisants du parti, surtout dans les milieux intellectuels et artistiques, sont tous perplexes devant le virage spectaculaire d'un parti qui s'est caractérisé, pendant vingt années, par une irrépressible cohérence.

(18) Sans doute, le succès spectaculaire du Forum social mondial n'aurait pas été possible, si l'initiative n'était pas appuyée par une myriade d'organisations populaires.



À la campagne, le Mouvement des sans-terre (MST) brésilien est, sans doute, l'organisation la plus polémique et la plus combattue par la droite réactionnaire. L'action du MST atteint en effet directement la domination des couches propriétaires sur les masses populaires. Au Brésil, 1,7 % des propriétaires contrôlent 43 % des terres (19). Bien que le développement du capitalisme ait réduit l'importance de la production agricole pour le PIB brésilien, la propriété de la terre reste la principale source du pouvoir économique dans le milieu rural. C'est le premier anneau de la chaîne de pouvoir qui maintient jusqu'à aujourd'hui une petite couche de personnes très riches aux commandes du pays.

Le modèle d'organisation populaire du MST a influencé plusieurs organisations paysannes (20). Les principales caractéristiques de ce modèle sont la « politisation » et la « pensée critique ». Le MST se distingue des mouvements corporatifs. Il ne se limite pas à revendiquer les droits que le système dominant nie aux paysans. Il met en procès le système lui-même. Il refuse l'idée – aujourd'hui hégémonique dans les milieux académiques de droite – que la dépopulation de la campagne soit un signe de développement. Pour le MST, le milieu rural n'est pas uniquement un espace d'accumulation de capital, mais un espace de vie en plénitude pour des millions de personnes. Cela explique l'importance que le mouvement attache à l'éducation des enfants et à la préservation de la culture paysanne.

En dépit du sombre panorama d'aujourd'hui, on peut conclure cette analyse sur une forte note d'espoir. Le recul de deux décennies est pertinent pour évaluer les grandes évolutions du continent ; à l'avenir, et sur la même échelle de durée, on peut imaginer le poids qu'aura cet ensemble d'organisations populaires dans l'organisation de l'économie et du pouvoir politique des pays du continent.

Les masses populaires de l'Amérique latine commencent à discerner leurs vrais ennemis, leurs vrais problèmes, les vraies solutions à ces problèmes, et le prix à payer pour elles. C'est cela sans doute, la plus grande progression : l'évolution de la conscience des masses, certainement encore embryonnaire, mais effective (21).

Plinio de Arruda Sampaio

(19) Peut-on imaginer 1,7% des propriétaires contrôlant une superficie égale à 180 millions d'hectares en France ?

(20) Comme le Mouvement des petits agriculteurs, le Mouvement des agriculteurs déplacés par les barrages, les Femmes agricultrices et beaucoup d'autres.

(21) Cet article est issu de la conférence publique donnée au cours du Forum organisé par DIAL à Lyon les 23 et 24 avril 2004 sur les alternatives latino-américaines. Son texte a été publié dans son intégralité dans le bimensuel *DIAL*, n° 2208, du 1er juin 2004.